

Fareed Zakaria

« Obama fait du bon travail »

Il y a un an, l'Amérique en liesse élisait Barack Obama, déclenchant un élan de sympathie mondial. Présentateur vedette de la chaîne CNN et rédacteur en chef de *Newsweek International*, Fareed Zakaria, né à Bombay en 1964 dans une famille musulmane, a assisté à l'événement en analyste passionné. Au sein de l'élite intellectuelle américaine, sa signature est éminemment respectée et ses points de vue donnent souvent le ton du débat. Diplômé de Yale et de Harvard, ancien élève de Samuel Huntington, il représente un courant de pensée modéré qui dénonce les pulsions et les raisonnements classiques, fondés sur la peur. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il ait critiqué Bush et soutenu Obama. Dans son dernier livre, *The Post-American World*, il développe la thèse de l'émergence du « reste du monde » face à une Amérique désormais obligée de réviser à la baisse ses prétentions. Élegant, presque austère, cet intellectuel type du troisième millénaire reçoit L'Express dans son hôtel parisien préféré. Et la conversation s'engage spontanément.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIAN MAKARIAN

Dans *L'Empire américain. L'heure du partage* (éd. Saint-Simon), traduction française de votre livre paru aux Etats-Unis avant l'élection présidentielle, vous développez la thèse de la fin de l'hégémonie américaine. Ecrivez-vous le même livre aujourd'hui, après un an de présidence Obama ?

► Fondamentalement, j'écrirais le même livre car les changements que je décrits sont très profonds et indéniables : l'émergence du « reste du monde » face aux Etats-Unis, la montée de la puissance chinoise, la percée de l'Inde, du Brésil, de l'Indonésie... Ce changement de toute la configuration mondiale est, en tout état de cause, une donnée de base qui n'a pas varié. Mais, aujourd'hui, je soulignerai davantage le fait que Barack Obama est à la fois le produit de ces changements et un facteur potentiel d'accélération de ces phénomènes. Je crois vraiment que son élection s'explique largement par la prise de conscience de l'avènement d'un nouveau monde. Les électeurs américains se sont rendu compte qu'un homme comme Obama était plus qualifié qu'aucun autre pour naviguer dans un tel contexte. Ils l'ont élu en connaissance de cause. Lorsque vous évoquez, par exemple le sort de l'Indonésie ou du Kenya, ce n'est pas pour lui une abstraction. Il a une relation personnelle avec ces pays. C'est là une part déterminante de son profil et de son identité : il peut réellement se transposer en deux lieux, deux cultures, adopter deux façons de penser et ainsi mieux comprendre les autres. Aucun président américain, si ce n'est Obama, n'aurait accepté aussi rapidement de passer du G 8 au G 20.

C'est une idée de Nicolas Sarkozy...»

► C'est vrai. Du reste, Sarkozy pense que beaucoup d'idées lancées par Obama viennent de lui et qu'il n'en est pas près de retrousser les manches.

Obama incarne-t-il vraiment un renouveau ?

► Peut-être n'aurait-il jamais été président sans le nouveau contexte mondial qui s'impose désormais à l'Amérique. >>>

» Il représente le rejet de la vision qui a prévalu sous Bush, cette approche traditionnelle qui consiste à mettre constamment en avant l'hégémonie, la domination, le contrôle de la planète. Or il est devenu patent que ce système de pensée est dépassé, qu'il ne fonctionne plus. Trop de pays redressent la tête, trop de résistance se manifeste de toutes parts. Il fallait une nouvelle conception du rôle de l'Amérique, et Obama a su l'incerner. Il faut lui faire crédit d'avoir su radicalement changer de cap sur des questions essentielles, comme la torture ou les prisons secrètes, et d'avoir su décider de la fermeture de Guantanamo.

Comment définiriez-vous le nouveau rôle mondial des Etats-Unis ?

» A partir de 1989, les Etats-Unis se sont trouvés dans une situation de puissance qu'aucun pays n'a connue dans toute l'histoire humaine. Ils disposaient de plus de pouvoirs que tous leurs rivaux réunis, n'avaient aucun concurrent sérieux sur aucun plan, ni idéologique, ni politique, ni économique, ni militaire. Cette ère est maintenant achevée, et cela resterait vrai même si Obama n'avait pas été élu. L'Amérique doit maintenant composer avec la Chine pour défendre ses intérêts financiers ; avec la Russie pour contrôler le niveau d'armement nucléaire mondial ; avec l'Union européenne pour préserver les règles du commerce mondial ; avec le Brésil pour garder une position forte en Amérique latine. La nouvelle réalité est là, et l'avenir ne fera que renforcer ce nouveau partage mondial. Les Etats-Unis sont toujours l'acteur central, mais ils doivent désormais discuter, négocier, partager leur pouvoir avec toutes les zones émergentes du globe. Cela n'était pas le cas dans les vingt dernières années et constitue un changement irreversible : leur marge de manœuvre a substantiellement retrouvé.

C'est la fin de l'unilatéralisme, mais est-ce pour autant le début du multilatéralisme ?

» Cela dépendra de la réussite, ou non, du multilatéralisme. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que l'unilatéralisme est un échec. Mais sommes-nous certains que le multilatéralisme donnera de meilleurs résultats ? Après tout, nous ne disposons à ce jour d'aucun des mécanismes adaptés au multilatéralisme. Aucun système actuel existant n'a réellement la volonté de voir de nouveaux types



« L'AMÉRIQUE EST TOUJOURS L'ACTEUR CENTRAL, MAIS ELLE DOIT DÉSORMAIS PARTAGER SON POUVOIR »

de rapports internationaux s'installer à son détriment. Il existe une troisième hypothèse : le passage par une phase anarchique, un certain degré de chaos, de désordre global, est aussi une éventualité à prendre en considération.

Sommes-nous vraiment menacés par l'anarchie ?

» J'en vois surtout des signes dans le domaine du commerce mondial. Nous n'avons pas moins faisons du surplace. Chaque grand pays reste crispé sur ses intérêts nationaux et l'évolution générale du libre-échange semble bloquée. Pour le reste, c'est plutôt à la paralysie qu'on assiste, un peu partout. Paralysie face aux changements climatiques, au choix des ressources énergétiques du futur, à l'instauration de nouvelles règles nécessaires pour régir les relations internationales. Nous nous situons clairement dans une phase de transition, une étape intermédiaire.

En résumé, les Etats-Unis sont toujours en position de force, mais se trouvent obligés de partager leur puissance pour la voir perdurer.

» Vous le voyez dans la volonté américaine de trouver des issues dans tous les grands dossiers mondiaux qui impliquent des partenaires récalcitrants. Evidemment, cela suppose un processus long et complexe qui a pour obligation, au bout du compte, de donner des résultats concrets. Les cinq années qui viennent seront, de ce point de vue cruciales. À travers le G 20 et d'autres instances, il faudra définir de nouvelles règles internationales et obtenir des avancées tangibles.

Obama s'y prend-il vraiment bien ?

» Je pense qu'il fait du très bon travail. Il ouvre de nouvelles perspectives susceptibles d'enclencher l'évolution nécessaire. Il va dans la bonne direction. Prenez un cas assez complexe que le dossier iranien. Il l'aborde avec une approche résolument différente, en essayant d'utiliser au mieux les appuis britannique, français ou allemand en faisant entrer dans le jeu la Russie et la Chine. Il lance des ponts, avec quelques résultats prometteurs. Les Chinois parlent des changements climatiques et des questions énergétiques plus qu'ils ne l'ont jamais fait auparavant. Les Russes acceptent de modifier leur langage sur l'Iran même s'ils n'ont pas encore changé de position. On assiste au moins à >>>

>>> un mouvement - qui sera nécessairement lent puisqu'il est de la nature même de la diplomatie d'avancer pas à pas. Le point clé réside dans la compréhension mutuelle qu'il n'y a pas d'alternative. Face à l'Iran, les Etats-Unis ne peuvent pas déclencher une nouvelle guerre, qui se solderait par la troisième invasion d'un pays musulman en moins de dix ans. Ce choc provoquerait inévitablement une nouvelle solidarité du peuple autour de son régime. La piste choisie par Obama est la seule possible.

Il adopte néanmoins un style assez aristocratique et reste très personnel dans ses initiatives...

> C'est vrai. Autant globalement, il a défini les bonnes orientations, autant au niveau de leur mise en œuvre, il montre clairement des déficiences. Peut-être devrait-il déléguer davantage, renforcer son entourage par l'arrivée de conseillers compétents, susceptibles de mieux assurer le suivi de sa politique. Ce besoin est apparu de manière criante sur la question du bouclier antimissile car le message présidentiel a été broaillé par une mauvaise présentation d'une décision fondamentalement bonne. Ce bouclier était un fantasme - dans la mesure où le système n'est pas opérationnel - conçu contre une menace qui n'existe pas et financé avec un argent que nous n'avons pas. Il fallait arrêter cela sans tarder. Mais la façon dont on s'y est pris pour l'annoncer aux Polonais et aux Tchèques a été lamentable. L'administration Obama s'est rendu compte après coup qu'elle avait commis une grosse erreur.

D'où vient ce genre de faiblesse ?

> Peut-être du fait qu'Obama n'a pas de vrai conseiller stratégique. Il lui manque sans doute un Kissinger ou un Brzezinski. Il dispose de deux appuis à travers Robert Gates, qui vient du Parti républicain, et Hillary Clinton, qui a rassemblé le camp démocrate autour de lui. Ce sont deux piliers politiques, pas des grands stratèges. Or il a besoin de quelqu'un d'averti et d'expérimenté capable de transformer ses idées en actions concrètes au stade diplomatique.

En tout cas, le mal est fait et les Européens ont vraiment l'impression de ne guère compter à ses yeux...

> Il faut comprendre qu'il essaie en priorité de se positionner par rapport aux puissances émergentes. Il s'appuie sur une vision collective. En toute logique, il a voulu commencer par la Chine, la Russie, l'Inde. Les Européens, eux, recherchent une relation privilégiée, alors que le contexte international a radicalement changé : les grands décideurs forment désormais un groupe distinct.

« L'EUROPE EST DAVANTAGE UN VIDE POLITIQUE QU'UNE PUISSANCE RÉELLE, UNE ABSENCE QU'UNE PRÉSENCE »

ment plus large. L'Europe a évidemment sa place, mais elle se sent parfois hors du jeu dans cette redistribution planétaire. Qu'en fait ? Ce monde nouveau s'impose à nous. Quelle est, à vos yeux, la principale faiblesse de l'Europe ?

> Les Européens se sentent montrer incapables de parler et d'agir d'une seule voix vis-à-vis du reste du monde. C'est leur grande tragédie. S'ils y étaient parvenus, l'Europe peserait aujourd'hui beaucoup plus lourd. Ils auraient pu, s'ils l'avaient voulu, développer ensemble une politique étrangère et un pouvoir militaire commun. Or il n'en n'est rien. Ces deux derniers facteurs expliquent qu'à ce jour l'Europe se définit davantage comme un vide politique qu'en tant que puissance réelle. Elle est davantage une absence qu'une présence. C'est dommage pour le monde entier car, d'un point de vue américain, les relations internationales auraient pris un tout autre tournant avec l'appui d'une Europe forte.

Sommes-nous donc dans un monde où la force militaire compte toujours autant que par le passé ?

> Non, mais nous vivons à une époque où une puissance réelle se définit par la détention de tous les moyens de pouvoir. Vous ne pouvez pas prétendre exercer une influence internationale significative si vous êtes incapable d'envoyer sur les terrains d'opérations autre chose que des troupes de complément. L'idée selon laquelle les Américains doivent aller au feu et les Européens gérer uniquement les aspects collatéraux, opérations de pacification ou de maintien de l'ordre, n'est pas portée d'influence réelle. Pour jouer réellement un rôle, il faut pouvoir user de toute la gamme des moyens d'action - politiques, diplomatiques, économiques, militaires. L'Europe a presque tout cela, sauf la force armée. Il y a actuellement 2,5 millions d'hommes sous les drapeaux en Europe. Si les Etats de l'Union arrivaient à constituer une force d'intervention rapide et permanente de seulement 250 000 hommes, susceptibles d'être envoyés partout dans le monde, le changement serait significatif. Au lieu de quoi, on reste dans un schéma devenu incompréhensible. Je vous pose la question : pourquoi les Danois ont-ils besoin d'une armée ? Y a-t-il vraiment un pays qui songe à envahir le Danemark ?

BIO FAREED ZAKARIA

1964 Naissance à Bombay dans une famille musulmane. Fère membre du parti du Congrès.
Mère éditrice du *Sunday Times of India*.
1985 Ph. D en sciences politiques de Harvard.
1990 Publie son premier livre important, *From Wealth to Power, The Unusual Origins of America's World Role* (Princeton University).
2000 Rédacteur en chef de *Newsweek International*.
2003 Animateur du *Fareed Zakaria GPS* (Global Public Squares) sur CNN.

>>> Vous savez bien que les Etats-Unis tiennent un double discours. Ils encouragent l'Union tout en l'empêchant d'accéder au statut de puissance militaire...

> Pour être honnête, les Etats-Unis ont une attitude ambiguë, c'est vrai. Mais, fondamentalement, les décideurs américains comprennent aisément qu'une Europe puissante est dans leur intérêt. Si il y avait vraiment une volonté suffisamment forte du côté européen, cela changerait les choses et obligerait les Américains à partager leur pouvoir de décision. Aujourd'hui, ils n'ont aucune raison de le faire. Prenons un exemple concret. Si les forces stationnées en Afghanistan comptait, à parts égales, aussi de soldats américains que de soldats européens, cela forcerait les généraux américains à prendre leurs décisions avec leurs homologues européens et à donner plus d'importance à leurs avis.

Croyez-vous que cela suffirait à améliorer la situation en Afghanistan ?

> La guerre a suffisamment duré en Afghanistan pour qu'il soit permis de prendre un nouveau tournant. Les questions qui se posent sont : « Quel est notre but ? Quelles sont les méthodes pour l'atteindre ? De quels moyens disposons-nous ? » C'est à partir des réponses apportées qu'il faut redéfinir une stratégie. De mon point de vue, le but essentiel de la guerre en Afghanistan est d'empêcher Al-Qaïda de trouver un terrain où l'organisation pourrait se reconstituer et à partir duquel elle pourrait agir - comme ce fut le cas avant le 11 septembre 2001. Notre but n'est pas, je le regrette, de transformer l'Afghanistan en terre de développement, ni même de doter Kaboul d'un vrai gouvernement central. Tout cela est noble et généreux ; mais l'Afghanistan est le troisième pays le plus pauvre du monde : il faut savoir dans quoi on s'engage et connaître ses limites. Si vous revenez à l'objectif essentiel, vous concentrerez vos forces sur le combat contre Al-Qaïda. Et, à mon avis, le meilleur moyen d'y parvenir est de nouer des alliances avec des forces afghanes bien choisies. Certaines d'entre elles ont des intérêts communs avec nous, et il est possible de les en convaincre. Beaucoup de hauts gradés américains m'ont raconté que 70 à 80 % des combattants ne luttent pas contre



les Occidentaux par idéologie - ce ne sont pas des djihadistes - mais pour des raisons circonstancielles. Certains haïssent Karzaï, s'estiment volés par le gouvernement central, n'ont pas été payés alors qu'ils étaient soldats réguliers, d'autres ont peur d'être finalement, les rétorsions des talibans. Ces hommes peuvent être retournés si on leur offre la sécurité et de l'argent. Or ce n'est pas du tout ce que nous faisons. Les responsables américains considèrent qu'il faut négocier seulement en position de force, pas autrement. Ils avancent aussi que c'est à Karzaï de faire le travail de persuasion auprès des différentes factions. Qui qu'il en soit, la situation se dégrade. Il faut d'urgence mettre le maximum d'Afghans de notre côté.

Ne faut-il pas, également, concevoir une approche plus large de ce conflit, en impliquant l'Iran, par exemple ?

> Absolument. Le grand problème est que l'Afghanistan se situe au carrefour de trois intervenants majeurs. L'Inde, avec laquelle nous entretenons de bonnes relations et avec qui nous avons des intérêts communs ; le Pakistan, qui cherche traditionnellement à destabiliser l'Afghanistan et à le tribaliser pour le contrôler, le tout dans un contexte de luttes interieures particulièrement complexe ; l'Iran, avec lequel il ne nous est pas possible de communiquer. Pourtant, notre position vis-à-vis de l'Afghanistan pourrait être sensiblement très proche de celle de l'Iran. Téhéran n'aime pas les talibans ni Al-Qaïda. Les Iraniens pourraient jouer un rôle très utile. Mais, dans leur grande majorité, les cadres du régime pensent que dialoguer avec l'Occident affaiblirait définitivement leur pouvoir. C'est à l'Iran de décider de son destin et de déterminer si son intérêt est ou non de rejoindre le monde moderne. Il nous faut attendre. Si l'en adopte une vision stratégique globale, l'Iran n'est pas un problème comparable à celui que représentait l'Union soviétique, ou la Chine, au temps de la guerre froide. Après tout, c'est plutôt un bon signe que les pays les plus dangereux de la planète se réunissent aujourd'hui à l'Iran ou à la Corée du Nord. C'est également à ce que l'on entend régulièrement : le contexte géopolitique a rarement été aussi positif dans l'histoire. ●